

6, 5596

L'euthanasie du franc, qui est politique, n'offre aucun avantage économique et ne sera pas irréversible.

par Jean-Jacques Rosa

Les Français voulaient oublier l'Euro. Mais il va se rappeler à notre bon souvenir dans la vie la plus quotidienne, à la fin de cette année quand il faudra procéder à la conversion obligée de tous les prix au taux baroque de 6,5596 anciens francs pour une nouvelle unité monétaire.

Certes la transition ne présente pas de difficultés insurmontables. L'opération " nouveau franc " jadis ou le passage au système métrique en Grande-Bretagne en posaient de semblables. Si elles sont exagérées par la communication officielle, tout comme celles du lancement de l'Euro en janvier 1999, c'est pour mieux faire ressortir par la suite un succès triomphal.

L'irruption de l'Euro dans le quotidien comportera néanmoins un coût non négligeable en temps passé, en erreurs de toutes sortes ainsi qu'en escroqueries aussi prévisibles qu'inévitables. Mais il sera absorbé pour l'essentiel en quelques semaines ou quelques mois. L'opération est néanmoins, en termes économiques, parfaitement inutile et, si l'on peut dire, " gratuite ". Même pour les partisans de la monnaie unique. Les deux dernières années ont montré en effet que l'on pouvait créer et gérer l'euro sans pour autant abolir le franc, ce dernier étant, il est vrai, ramené au rang de monnaie divisionnaire de la devise européenne. Mais ce dispositif a au moins l'avantage de ne pas imposer un bouleversement de toutes les habitudes de paiement.

A l'évidence, l'euthanasie du franc est politique. Il s'agit de confirmer l'irréversibilité de la construction par la monnaie du super-Etat continental. Mais cette pérennité restera illusoire, même après la disparition du franc. A l'invitation de l'Association pour l'indépendance monétaire de la France, l'ancien premier ministre tchécoslovaque Vaclav Klaus , nous avait expliqué il y a deux ans comment la séparation politique et économique de la république tchèque et de la république slovaque avait donné lieu, en l'espace de quelques jours et sans la moindre difficulté, à la création de deux monnaies distinctes. Il sera encore plus facile, le moment venu de séparer le franc de l'euro, compte tenu d'une longue tradition d'autonomie qui ne disparaîtra pas avant longtemps.

La sécession a de bonnes chances de se produire un jour ou l'autre. Les économistes continuent à douter de la justification et de la viabilité d'une monnaie unique gérée en commun par plusieurs Etats indépendants. Lors de la réunion annuelle de l'American Economic Association, en janvier, Robert Mundell qui est un avocat déterminé de l'euro, a été mis en cause par plusieurs de ses collègues lors d'un déjeuner donné en son honneur. Andrew Rose, de l'université de Berkeley s'est demandé pourquoi le récent prix Nobel était favorable à l'euro étant donné que l'Europe des 15 ou des 11 ne satisfait pas aux conditions d'une " zone monétaire optimale ", concept inventé jadis par Mundell lui-même et qui définit l'ensemble des régions ou nations ayant intérêt à partager une monnaie commune, c'est-à-dire à renoncer aux bénéfices des variations de change et d'une gestion monétaire spécifiquement adaptée à leurs évolutions conjoncturelles et structurelles.

De son côté Rudiger Dornbusch du MIT s'est demandé si l'appui encore plus surprenant de Mundell à l'étalon or universel était vraiment sérieux. Ce à quoi le prix Nobel a répondu en expliquant que ce système avait constitué dans l'histoire le seul moyen d'atteindre l'unité

monétaire en l'absence d'unité politique entre divers pays. Ce qui est exact.

Mais les Européens de l'Euroland envisagent justement l'autre stratégie, celle de l'unification politique obligée. En supprimant entre eux l'instrument amortisseur que constitue la politique monétaire et de change, la monnaie unique rend indispensable une gestion budgétaire centralisée, compensatrice des chocs locaux. Et de tels chocs asymétriques ne peuvent manquer de se produire dans des économies nationales hétérogènes.

Il est tout aussi clair que des transferts massifs de revenus compensateurs entre Etats membres appellent des arbitrages politiques et par conséquent un pouvoir central continental capable de coordonner, puis d'intégrer au sein d'un budget fédéral, les impôts et les dépenses publiques des Etats membres. Cette nécessité apparaît dès aujourd'hui puisque les gouvernements de l'Euroland viennent d'intimer à l'Irlande d'avoir à renoncer aux allègements fiscaux et aux accroissements de dépenses publiques que son gouvernement envisage cette année. L'ingérence communautaire dans les gestions budgétaires nationales est en marche.

Le mécanisme est implacable. Il nous est imposé par la non-optimalité monétaire de l'Euroland. Mais ce développement de la centralisation politique se heurte à la désaffection croissante, parmi les dirigeants européens eux-mêmes, de la perspective fédéraliste comme en témoigne l'échec de Nice. Et l'élargissement de l'Union ne fera qu'accentuer le déclin de l'idéologie obsolète du super-Etat continental.

La contradiction entre le système de la monnaie unique qui conduit nécessairement à la centralisation des gestions économiques, et le constat de l'inadéquation ou de l'impossibilité de la construction d'un très grand Etat centralisé sur le continent va s'exacerber. On ne voit pas qu'elle admette de solution satisfaisante pour tous. Elle ne peut reposer que sur des compromis inefficaces qui pénaliseront probablement les Etats les plus faibles comme l'a montré l'attitude de la France à Nice ou comme l'indique la nouvelle prédominance de l'Allemagne au sein de l'Union.

En cas de chocs économiques majeurs faisant diverger les intérêts nationaux, certains trouveront avantage à reprendre leur indépendance de gestion monétaire et budgétaire. Mais dans l'intervalle les Français devront recourir à leurs calechettes et méditer sur les inconvénients de stratégies superficielles adoptées à la légère.

JJR

Le Figaro économie, vendredi 16 février 2001